



Vertement écolo

Luttes contre les Center Parcs

La lutte contre le Center parcs de Roybon a été abordée plusieurs fois dans CA. Voici quelques informations sur l'actualité et l'activité militante du mouvement anti Center Parcs.

Texte de présentation de la coordination Center Parcs Ni Ici, Ni Ailleurs (CP NINA)

Le 2 avril 2016, les différentes composantes de la lutte contre Center Parcs créaient la coordination Center Parcs, Ni Ici Ni Ailleurs. La NINA - comme on dit - s'inscrivait presque naturellement dans le prolongement des contacts, des échanges, des visites mutuelles entre les trois sites en lutte en France contre l'implantation de Center Parcs : Roybon en Isère, le Rousset en Saône et Loire et Poligny dans le Jura. Pourquoi alors formaliser les choses alors qu'elles semblaient se structurer d'elles-mêmes, de façon informelle ?

Il nous est d'abord apparu important de rendre public cette nécessité - qui est aussi un vrai plaisir - de se retrouver pour lutter et résister ensemble, que l'on soit d'ici ou d'ailleurs.

Ensuite, il s'agit pour nous de s'opposer aux projets de construction de Center Parcs, où qu'ils soient, et au monde capitaliste qui les a rendu possibles, notamment avec la privatisation des biens communs, l'artificialisation de la nature, la marchandisation de nos vies, bref de résister aux manifestations mortifères du monde industriel.

Nous avons donc voulu rappeler que les effets de ce monde-là étant subis partout, il n'était pas question de circonscrire notre résistance à l'un ou l'autre de nos « territoires » respectifs. Ces principes étant posés, il nous restait à prendre date régulièrement, ce que nous faisons à intervalles réguliers depuis 2016. Chaque site accueille ainsi la coordination à tour de rôle et les événements organisés ici sont chaque fois l'occasion d'y retrouver nos amis d'ailleurs. (Rencontres autour de la forêt à Roybon, Manif dans les rues et rassemblements « sous les sapins, la plage » à Poligny, balade au Rousset, rassemblements devant les conseils départementaux à Mâcon et à Lons le Saunier en 2016, déploiement de banderoles à Grenoble et au Rousset cet hiver, etc...)

Pour le printemps 2018, la coordination NINA a décidé de faire son sac et de sillonner les routes. L'idée est de relier les trois sites en résistance afin d'informer, de faire connaître cette lutte, de se rencontrer et de partager des moments ensemble. Le principe est celui d'une caravane motorisée et pourquoi pas cyclo entre les 3 sites au départ probable de Roybon en avril 2018. Notre caravane se composera d'une bibliolutte (livres, brochures, docs en tous genres, revues contre CP, textes...), d'un infokiosque-automédia, on l'espère d'une cantine, pourquoi pas d'une malle aux chansons, d'une

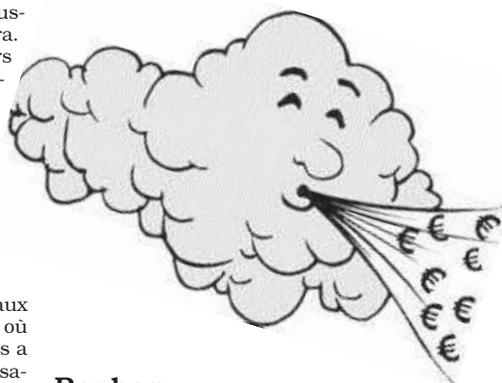
boite à contes, d'une expo-photos, d'une salle de cinéma sous les étoiles et d'autres surprises encore. Les étapes dans les villes et villages entre chaque site seront l'occasion d'y organiser des cafés-forêts, des soirées d'info, des projections, du théâtre, du clown... et d'y rencontrer des gens en lutte localement (contre l'A45 ou pour la sauvegarde du lac d'Aiguebelette par exemple).

Les week-ends sur site à Poligny, au Rousset et pour finir à Roybon, permettront de profiter du printemps, d'organiser des balades naturalistes, des ateliers de construction de cabane, des jeux, de parcours d'orientation... et d'y faire la fête. Au plaisir de vous y retrouver !

Contact :

cp-nina@styblog.ne

(Texte paru dans « De tout Bois » n° 7)



Roybon Incendie criminel sur la ZAD

Le 6 octobre 2017, une cabane de la ZAD, « Palette Palace », a été incendiée et la barrière Nord était sabotée... Un mystérieux collectif « marine2022 » a revendiqué l'action.

Ni une ni deux, le maire (pro Center Parcs) de Roybon a déclaré que « marine2022 » n'existait pas et que « cela pourrait être un incendie accidentel déclenché lors d'une fête en soirée » (FR 3).

Or l'incendie et le sabotage ont eu lieu en plein après-midi, dans des lieux vides d'habitants et non chauffés.

Cet incendie fait suite à « Plusieurs incendies ... déclenchés depuis que nous occupons la forêt, par exemple celui d'une partie de la maison forestière (la Marquise) en novembre 2015, et celui de 16 hectares de forêt en mars 2016, incendies revendiqués par un mystérieux « marine2022 » (cf reportage de France3). Mais ce ne sont pas les seuls incendies que nous ayons subis. Par exemple, la cabane « Saboté » porte bien son nom, ayant été incendiée et sabotée plusieurs fois. « Tropic », une autre cabane qui borde la route, a elle aussi déjà été la cible de cocktails Molotov.

Nous ne croyons pas à l'existence de ce « marine2022 ». Et d'ailleurs peu nous importe, car les sabotages qu'ils ont revendiqués sont noyés

dans la masse des actes de violence que nous avons subis. » (communiqué ZAD du 11 octobre 2017).

Rapidement, la solidarité s'est mise en place et une semaine de chantier collectif a permis début novembre la reconstruction de la cabane détruite.

16 décembre 2017 fête des 3 ans d'occupation de la ZAD

Ce rassemblement s'inscrit dans une volonté de coordination qui a émergé entre plusieurs luttes pour le mois de décembre (Notre-Dame-Landes, Bure, l'Amassada, Roybon, Dijon, etc). Une affiche commune, avec plusieurs événements qui se dérouleront en décembre est prévue.

Plus d'infos sur :

<https://zadroybon.wordpress.com>

L'ininterminable feuilleton juridique continue

« Vertement écolo » de novembre rappelait que « si les associations locales ont manifesté une certaine satisfaction (sur le rejet du pourvoi en cassation des pro CP pour le volet assainissement), la prudence reste de mise : le gros morceau en attente de délibération est celui de la loi sur l'eau et plus particulièrement les mesures dites compensatoires pour les zones humides et la destruction d'espèces protégées. » Or, le Conseil d'État vient d'accepter le pourvoi de Pierres & Vacances, sur les zones de compensation. Sur cette même question, le Conseil d'État avait tranché en faveur de Vinci pour NDDL. Décision dans quelques mois. Gare !

Parutions

La brochure « Tourisme, un marché du rêve et du divertissement - Discussion de comptoir à propos de tourisme, le dimanche du second tour des élections législatives, chez Janine, dans un village près de Roybon » vient de sortir. Elle est en lien avec le projet de caravane, apporte des informations et des réflexions contre la touristification du monde. Prix libre. Frais d'envoi 1,46 € l'exemplaire.

Elle peut être commandée à : discussion.tourisme@laposte.net

Les éditions « le monde à l'envers » viennent de publier le 7ème numéro de « De tout bois », revue de lutte contre le Center Parcs de Roybon. <http://lemondealenvers.lautre.net>

« À pierre fendre », revue des opposants au Center parcs de Poligny paraîtra début décembre.

Voir sur : <https://stopcenterparcs.noblogs.org/>



Vertement écolo

Collectif Hors norme

Le « collectif d'agriculteurs et d'agricultrices contre les normes

Ce collectif s'est créé en août 2017 suite à deux événements :

- la mort de Jérôme Laronze, éleveur de Saône et Loire, en fuite suite à un contrôle sanitaire musclé et abattu par les gendarmes le 20 mai 2017.

- les poursuites judiciaires contre Stéphane Dinard, éleveur en Dordogne qui revendique publiquement d'abattre ses animaux à la ferme.

Le collectif, « est né d'un double constat. Les normes sanitaires et environnementales imposent une mise aux normes industrielles de toutes les exploitations, et de ce fait éliminent toutes celles et ceux qui tentent de résister à l'industrialisation de l'agriculture. Elles organisent par ailleurs la concentration des productions en octroyant de copieuses subventions qui sont autant de rentes de situation pour les empires agro-alimentaires. ». Le collectif appelle les paysans à se regrouper ouvertement pour combattre l'isolement et la clandestinité que connaissent les agriculteurs afin de lutter contre l'élimination syndicalo-bureaucratique-administrative programmée des paysans.

Les 28 et 29 octobre se sont tenues à Cervès (Rhône) les premières rencontres du collectif. Elles ont réuni plus d'une centaine de participants.

La prochaine rencontre est prévue les 20 et 21 janvier 2018.

Pour tout contact : hors.norme@riseup.net

« Genuino Clandestino » un réseau clandestin de producteurs italiens

Le réseau est né en 2010 en Italie contre les normes d'État et le système néo-libéral dans l'agriculture. Le but n'était pas de contester les normes sanitaires mais de créer un réseau parallèle de distribution permettant l'autodétermination et la souveraineté alimentaire.

Le réseau refuse les contrôles sanitaires officiels et décide d'un système participatif pour s'auto-évaluer en suivant les grands principes du manifeste et en visitant les fermes. Tous les 6 mois les 3 réseaux territoriaux se rencontrent pendant 3 jours dont un jour de marché illégal regroupant à peu près 150 producteurs.

Au quotidien, les sections organisent des marchés clandestins locaux en ville pour se rencontrer, écouler leurs produits et faire du lien.

Maintenant, *Genuino Clandestino* est devenu un mouvement qui, en plus de ses revendications initiales, propose des alternatives concrètes au système capitaliste existant à travers diverses actions.

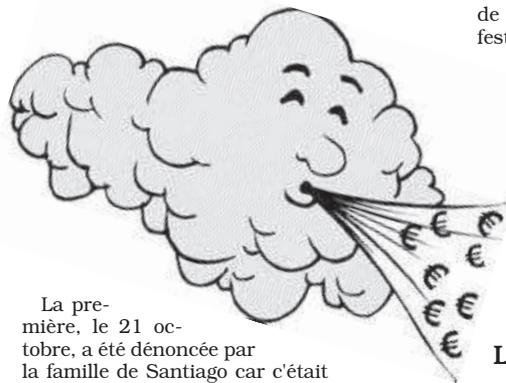
Par exemple, depuis un an le mouvement a mis en place une caisse de solidarité pour payer les amendes sanitaires. Cette réserve de fonds a aussi permis la reconstruction d'une étable qui s'était écroulée lors d'un tremblement de terre, sans avoir recours aux aides de l'État.

Site : <http://genuinoclandestino.it/>

“Où est Santiago Maldonado ?” (bis)

Santiago avait disparu le 1er août 2017 suite à la répression violente par la police militaire, d'une manifestation d'indiens Mapuches en lutte contre la spoliation de leurs terres par l'entreprise Benetton. Les flics, la justice et le gouverneur de la Région, après avoir nié sa présence sur les lieux, l'emploi d'armes contre les manifestants ont, avec la complicité des médias, colporté de multiples rumeurs : Santiago était réfugié au Chili, avait été vu dans tout le pays, était un terroriste Mapuche...

En pleine période électorale argentine, deux importantes manifestations se sont déroulées à Buenos Aires pour dénoncer les responsabilités policières dans le décès de Santiago Maldonado.



La première, le 21 octobre, a été dénoncée par la famille de Santiago car c'était une tentative de récupération politicienne dans le cadre des élections. La seconde, le premier novembre, appelée par la famille, des organisations politiques, syndicales et des droits humains a réuni plusieurs milliers de personnes pour exiger « vérité et justice » pour Santiago.

Quelques jours auparavant, le 17 octobre, un corps avait été découvert dans une rivière proche du lieu de sa disparition. L'autopsie, les tatouages et l'ADN ont permis de prouver qu'il s'agissait bien du corps du militant. Aucune cause n'a été trouvée pour son décès.

Bizarrement, le corps a été retrouvé dans la zone où Santiago avait été vu pour la dernière fois et déjà ratissée par les flics et les militants. On peut faire confiance à la police, à la justice et aux médias argentins pour ne pas

trouver de responsables à cette mort car Santiago était un militant anarchiste. « Avec la découverte du corps de Santiago Maldonado... l'inscription de son identité politique - dans la tradition de l'anarchisme... - est aussi un acte de justice. »

De nombreuses actions contre des lieux symboliques du pouvoir et de l'État, menées par des groupes libertaires, ont eu lieu : attaque du siège du gouvernement de Mar Del Plata en Argentine, bombages des consulats d'Argentine au Chili et au Brésil, manifestations à Rome, Athènes, Thessalonique, Montevideo (Uruguay), Bonn, San Salvador (Salvador), Copenhague, Madrid... Appel au boycott des magasins Benetton en Italie et en Espagne.

Par ailleurs, la mort de Santiago ne doit pas faire oublier la répression qui frappe les indiens Mapuches en lutte contre la spoliation de leurs terres. Un des objectifs de la manifestation du 1er août était aussi de dénoncer l'arrestation de Facundo Jones Huela, leader argentin de la RAM (Résistance Ancestrale Mapuche) accusé de terrorisme par le Chili. Il est toujours en prison.

Plus d'infos sur :

Agência de Notícias Anarquistas (ANA) <<https://noticiasanarquistas.noblogs.org/>> (en portugais)

Justicia por Santiago <<http://www.santiagomaldonado.com/>>

La vacance de Monsieur Hulot

C'était prévu et cela se réalise au quotidien. Hulot avale tout.

C'est un valeureux de couleuvres confirmé : alors qu'il clamait qu'il interdirait pour septembre 2018, les insecticides à base de néocotinoïdes responsables de la disparition des abeilles sauvages et domestiques, l'ANSES (agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) vient d'autoriser la mise sur le marché de 2 insecticides (Transform et Closer) à base de sulfoxaflor. Hulot a apposé sa signature sur ce décret. L'astuce des industriels et du ministre a consisté d'une part à ne pas mettre de molécules dans la liste des composants interdits et d'autre part, de nier qu'il





Vertement écolo

s'agit de néonicotinoïdes déguisés. Chapeau à Travert (ministre de l'Agriculture et de l'agrochimie réunies).

Après les couleuvres, le ministre d'État vient d'avaler un boa, en échange (s'il est bien sage) d'une cuillerée de bicarbonate de soude.

Le boa, c'est l'abandon en rase campagne de la baisse de 75% à 50% de la part de nucléaire dans la production totale d'électricité inscrite dans la loi de transition énergétique adoptée en 2015. Lors de la dernière campagne présidentielle, Emmanuel Macron maintenait cet engagement, afin de réduire la dépendance à l'énergie nucléaire du pays.

Hulot, s'étant aplati sur le nucléaire, a pu avoir droit à sa cuillerée de bicarbonate, à savoir la (dernière ?) position française sur le glyphosate en Europe : plus d'autorisation au-delà de 3 ans.

Voire, car le 24 octobre : « Armés d'un puissant matériel vidéo, les lobbyistes de l'ECPA... ont projeté des images géantes en faveur du pesticide : Glyphosate is safe. » sur les façades du Parlement et de la Commission européenne. Cette action assumée et re-

vendiquée n'a donné lieu à aucune plainte.

De plus, la récente parution d'une étude (semble-t-il sérieuse) va encore relancer la machine à semer le doute. Ce travail sur la santé agricole (AHS), montrerait l'absence de lien entre le glyphosate, principe actif du pesticide très répandu de Monsanto... et « toute tumeur ou lymphopathie maligne, y compris les lymphomes non hodgkinien et ses sous-types ». Cependant, l'étude montre « des preuves d'un risque augmenté de leucémie aiguë myéloblastique au sein du groupe le plus exposé », mais « souligne que cette association n'a pas de poids statistique conséquent ».

En fait, la Commission européenne s'inquiète, elle qui est tellement business friendly : « Le problème touche en effet à d'énormes intérêts économiques, qui seraient menacés par une interdiction. Les producteurs de glyphosate, comme Monsanto, ont déjà prévenu la Commission que si le produit n'est pas réautorisé, ils porteront plainte. »

Le mineur de fond Hulot aura du travail sur le mégaprojet privé « Montagne d'or » en Guyane. Entre Macron enthousiaste depuis

2015 et Hulot opposé (avant d'être ministre), qui va gagner ?

Il suffit de se pencher sur les permis attribués en métropole par Macron en 2015. Les enquêtes publiques sont toutes négatives, mais cela n'empêche pas l'attribution des permis : Cambo-Les Bains (Pyrénées-Atlantiques), Bonneval (Haute-Vienne et Dordogne), Villerange (Creuse).

Enfin, l'attribution des JO de 2024 à Paris montre le poids de l'aveur de sabres Hulot : le 14 novembre, un projet de loi d'exception a été discuté à l'Élysée pour les JO. Selon « les articles 3 et 4 de la loi, le CIO pourra s'affranchir du Code de l'Environnement. En affichant, par exemple, ses slogans sur les immeubles classés... La dérogation est consentie pour 7 ans.»

Quand il aura/sera démissionné, Hulot pourra se reconverter sans difficultés dans plusieurs métiers du spectacle vivant. Il sera un modèle performant, flexible, agile, adapté au monde 2.0 et apte à saisir toutes les options « business friendly » de la technocratie libérale-autoritaire macronienne.

Freux et Eugene the Jeep

LE HORS-SÉRIE SUR LA RÉVOLUTION RUSSE EST DISPONIBLE

EN VENTE 6 EUROS EN KIOSQUES

OU EN LE COMMANDANT (6 EUROS PORT COMPRIS) À OCL/CO EGREGORE, BP821213 - 51058 REIMS CEDEX



SOMMAIRE

- A l'origine d'octobre 1917, la révolution de 1905
- «Mille événements qui convergent vers l'insurrection de 1905» - Rosa Luxemburg
- 1905 : l'irruption de l'ouvrier révolutionnaire russe
- Parler des soviets aujourd'hui
- Les femmes dans la révolution russe - A. Kollontaï
- Alexandra Kollontaï, biographie
- Vers la militarisation de la société
- La militarisation des usines - Emma Goldman
- Emma Goldman, l'anarcha féministe, biographie
- «Ma désillusion en Russie» - Emma Goldman
- Les organisations anarchistes dans la révolution russe et leur répression par les bolcheviques - Voline
- Kronstadt avant l'insurrection - Ida Mett

- Ida Mett, biographie
- La répression de la «troisième révolution» à Kronstadt
- L'insurrection de Kronstadt et la destinée de la révolution russe - Ante Ciliga
- Ante Ciliga, biographie
- La Makhnovtchina - Daniel Guérin
- Manifeste de l'armée insurrectionnelle d'Ukraine (1920)
- Pour le X^e anniversaire du mouvement insurrectionnel en Ukraine - Nestor Makhno (1928)
- Aux Juifs de tout pays
- Nestor Makhno - Victor Serge
- Trotski, le prophète calomniateur
- Lénine et la révolution - Ante Ciliga
- Trente ans après la révolution russe - Victor Serge
- Que lire à propos de la révolution russe ?

S'abonner à *Courant alternatif*

10 numéros + les hors-séries : 30 euros

Le mensuel, contrairement aux hors-séries, n'est pas diffusé en kiosques

**L'abonnement est donc vital
pour qu'il continue de paraître**

